

[dodis.ch/60741](http://dodis.ch/60741)

*Entretiens du Président de la Confédération Felber avec le Président français Mitterrand à Paris le 13 novembre 1992 et le Ministre des affaires étrangères britannique Hurd à Londres le 16 novembre 1992<sup>1</sup>*

NOTE D'INFORMATION COMPLÉTÉE

Berne, 20 novembre 1992

*Le Président de la Confédération rencontre le Président Mitterrand à Paris (13 novembre 1992)*

À l'invitation du Président de la République, le Président Felber a déjeuné au Palais de l'Élysée le 13 novembre. M. Mitterrand était notamment accompagné de son MAE Roland Dumas, alors que l'Ambassadeur Jagmetti accompagnait M. Felber. La rencontre, prévue il y a quelques semaines déjà, avait dû être reportée à la suite de la récente opération chirurgicale subie par le Président français.

Pendant deux tours d'horloge, aussi bien lors du tête-à-tête que du déjeuner, la conversation a surtout porté sur le référendum suisse sur le TEEE.<sup>2</sup> M. Mitterrand, très intéressé par la question, a disserté avec une certaine délectation sur les grandeurs et les dangers du référendum populaire. Aussi a-t-il souhaité connaître les raisons présentées par le «camp du non», semblant en reconnaître au passage certaines qu'il a dû récemment affronter en France.<sup>3</sup>

Il a tenu à préciser que même si le non devait l'emporter, le 6 décembre prochain, «puisque rien n'est exclu en politique», la Suisse pourrait continuer à compter sur son amitié et sa compréhension.<sup>4</sup> Dans le contexte de la volonté prêtée notamment à la France et à l'Allemagne de maintenir la dynamique communautaire en privilégiant l'élargissement (nouvelles adhésions) pour masquer les difficultés de l'approfondissement (Maastricht), à aucun moment le Président français n'a exercé la moindre pression sur la Suisse. Parfaitement au fait de nos particularismes, il a au contraire rappelé l'importance pour chaque État de déterminer son propre rythme sur le chemin de l'intégration.<sup>5</sup> Le Président français

1 CH-BAR#E1010C#1996/219#471\* (354). Cette note d'information au Conseil fédéral est composée à partir de plusieurs textes rédigés par différents auteurs. Elle est signée par le Chef du DFAE, le Président de la Confédération René Felber, et le Conseil fédéral prend connaissance de cette note d'information selon le visa de la Vice-chancelière Hanna Muralt Müller. La première partie est rédigée par le Secrétaire diplomatique du Président de la Confédération Felber, Georges Martin.

2 Cf. la compilation thématique Votation sur l'Espace économique européen (EEE), [dodis.ch/T2163](http://dodis.ch/T2163).

3 Il est fait référence ici au référendum français sur le traité de Maastricht du 20 septembre 1992, cf. le rapport politique N° 22 de l'Ambassadeur de Suisse à Paris, Carlo Jagmetti, du 21 septembre 1992, [dodis.ch/61860](http://dodis.ch/61860).

4 Sur la réaction des pays de la CE au résultat de la votation suisse, cf. DDS 1992, doc. 60, [dodis.ch/60956](http://dodis.ch/60956).

5 Sur cette question, cf. également la visite du Président François Mitterrand à Lugano le 7 juin 1991, DDS 1991, doc. 25, [dodis.ch/58092](http://dodis.ch/58092).



donne l'impression que l'intérêt manifesté par la Suisse pour la CE l'a marqué. N'a-t-il d'ailleurs pas, lors de la campagne référendaire sur le Traité de Maastricht, utilisé à maintes reprises l'argument, le présentant un peu comme l'ultime preuve, s'il en fallait une, de réussite de l'intégration version CE.

M. Mitterrand s'est déclaré surpris des réactions négatives qu'ont suscitées en Grande-Bretagne ses récents propos sur les hésitations, voire le manque de détermination du Premier Ministre Major à propos de la ratification de Maastricht.

Par ailleurs, les deux Présidents ont échangé des propos plutôt pessimistes à l'égard des événements de Bosnie. Le MAE Dumas les a en quelque sorte résumés lorsqu'il a déclaré que le seul intérêt, pour l'instant, de la Conférence de Genève est qu'elle existe, «en attendant des jours meilleurs où les décisions pourront être suivies d'effets sur le terrain». («Nous ne sommes pas encore arrivés au point où les protagonistes seraient las de s'entre-tuer...»)<sup>6</sup>

[...]<sup>7</sup>

#### *Visite du Président de la Confédération à Londres le 16 novembre 1992<sup>8</sup>*

Cette rencontre, due à une initiative britannique, a eu lieu dans le cadre du dialogue politique convenu dans l'EEE. Les interlocuteurs du Président de la Confédération étaient MM. Douglas Hurd, qui préside le Conseil des ministres de la CE, et Tristan Garel-Jones, secrétaire d'État aux affaires étrangères. Voici l'essentiel de ce qui s'est dit:

#### *1. Intégration*

##### *a) Entretien avec M. Douglas Hurd (H.)*

Pour H[urd], un «NON» suisse le 6 décembre serait très regrettable – «a big misfortune» – et pourrait entraver le processus d'adhésion.<sup>9</sup>

Lors de sa dernière visite à Londres, le chancelier Kohl a proposé que les conditions à l'élargissement de la CE établies au sommet de Lisbonne (ratification du traité de Maastricht et adoption du paquet Delors 2) soient assouplies: les négociations informelles avec les candidats – et non pas seulement les pourparlers exploratoires – pourraient être lancées dès janvier 1993.<sup>10</sup> Le Royaume-Uni et, semble-t-il, la France également, sont favorables à une telle initiative qui permettrait à la CE de maintenir le rythme de son développement tout en rendant plus aisée la ratification du traité de Maastricht.

6 Cf. DDS 1992, doc. 55, [dodis.ch/60645](http://dodis.ch/60645), ainsi que la compilation thématique Conférence de Genève sur l'ex-Yougoslavie, [dodis.ch/T2213](http://dodis.ch/T2213).

7 Pour la version complète du document, cf. le facsimilé [dodis.ch/60741](http://dodis.ch/60741).

8 Cette partie est rédigée par Yves Rossier du Bureau de l'intégration DFAE/DFEP, cf. la notice identique du 16 novembre 1992 dans le dossier CH-BAR#E7113A#2001/192#1555\* (777.110GB). Il fait partie de la délégation qui accompagne le Président de la Confédération Felber, comme également l'Ambassadeur de Suisse à Londres, Franz Muheim, le Chef de la division politique I du DFAE, l'Ambassadeur Jenö Staehelin, ainsi que le Chef du Bureau de l'intégration DFAE/DFEP, l'Ambassadeur Bruno Spinner, et le Chef de la section information du Bureau de l'intégration DFAE/DFEP, Urs Ziswiler. Cette partie est aussi imprimée dans le téléx hebdomadaire 48/92 du 23 novembre 1992, [dodis.ch/61866](http://dodis.ch/61866).

9 Cf. DDS 1992, doc. 60, [dodis.ch/60956](http://dodis.ch/60956).

10 Cf. DDS 1992, doc. 17, [dodis.ch/62375](http://dodis.ch/62375).

H[urd] est optimiste quant à la ratification britannique du traité de Maastricht. La dernière lecture au Parlement va commencer sous peu, son issue devrait être positive mais elle devrait durer de quatre à six mois. Il y a en effet de nombreuses propositions d'amendements.

Des «clarifications and additions» devraient permettre la tenue d'un second référendum au Danemark. En revanche, les propositions danoises, plus exigeantes, suscitent le scepticisme des États membres.<sup>11</sup>

*b) Déjeuner de travail avec M. Garel-Jones (G-J.)<sup>12</sup>*

Le Président de la Confédération (BRF) a souligné l'importance du vote du 6 décembre prochain et son impact sur la poursuite de notre politique d'intégration. Il a en outre rappelé que l'adhésion à la CE en constitue l'objectif.<sup>13</sup> La Suisse, a relevé BRF [*Président de la Confédération Felber*], a pris acte des résultats du sommet de Maastricht («tout Maastricht, mais rien que Maastricht»). En revanche, elle juge aujourd'hui prématurée la détermination d'une date pour l'ouverture de négociations informelles. Un temps de réflexion sera bienvenu au lendemain de la votation populaire.<sup>14</sup>

G[arel-Jones] a souligné l'écho positif, à Londres et à Paris, de l'initiative du chancelier Kohl. Le communiqué qui sera rendu public à l'issue du sommet d'Édimbourg contiendra sans doute cette proposition.<sup>15</sup> G[arel-Jones] a toutefois compris l'enjeu et l'importance politique de cette question pour la Suisse – «we should avoid to embarrass any of the applicant countries». La formulation du communiqué devrait donc prendre la forme d'une offre – plutôt que celle d'une décision – aux pays candidats d'entamer les négociations informelles en janvier. M. Parry, chargé du dossier européen au MAE britannique, prendra contact avec l'Ambassadeur Spinner entre le 6 décembre et le sommet d'Édimbourg pour un échange de vues au sujet du contenu du communiqué en question. En outre, l'importance que les négociations s'achèvent simultanément pour tous les candidats – et non pas qu'elles s'ouvrent à tout prix au même moment – a été soulignée au cours de la discussion. Il est enfin ressorti clairement des entretiens que ce sont bel et bien les États membres de la CE, présidence en tête, qui conduiront les négociations d'adhésion. La Commission sera chargée des questions d'ordre technique.<sup>16</sup>

11 *Sur le référendum danois sur le traité de Maastricht, cf. le rapport politique N° 10 de l'Ambassadeur de Suisse à Copenhague, Daniel Dayer, du 9 juin 1992, [dodis.ch/63028](http://dodis.ch/63028).*

12 *Le responsable des pays de l'AELE à la Commission européenne, Gian Luigi Giola, le responsable du dossier européen au Ministère britannique des affaires étrangères, Emyr Jones Parry, et Fraser Cameron, du Secrétariat général de la Commission européenne, participent également à cet entretien. Cf. la notice d'Yves Rossier du 16 novembre 1992, CH-BAR#E7113A#2001/192#1555\* (777.110GB).*

13 *Cf. DDS 1991, doc. 42, [dodis.ch/57475](http://dodis.ch/57475), et la compilation thématique Demande d'adhésion de la Suisse à la CE (1991–1993), [dodis.ch/T1955](http://dodis.ch/T1955).*

14 *Sur la question du calendrier des étapes pour l'adhésion, cf. DDS 1992, doc. 18, [dodis.ch/58958](http://dodis.ch/58958).*

15 *Cf. la note d'information du Chef du DFEP, le Conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz, du 14 décembre 1992, [dodis.ch/60746](http://dodis.ch/60746).*

16 *Cf. DDS 1992, doc. 17, [dodis.ch/62375](http://dodis.ch/62375), ainsi que la compilation thématique Quatrième élargissement de la CE: Autriche, Finlande, Suède (1995), [dodis.ch/T1878](http://dodis.ch/T1878).*



De gauche à droite: le Secrétaire d'État Blankart, le Maire Josef Bürge et l'ancien Conseiller fédéral Friedrich à Baden lors d'une journée d'action syndicale à l'occasion de la votation sur l'EEE, le 21 novembre 1992, [dodis.ch/63372](https://dodis.ch/63372) (CH-SOZARCH F 5032-Fc-0735).

En conclusion, il apparaît ainsi que nous devons, après le 6 décembre, être en mesure de répondre à la question suivante: pouvons-nous envisager d'accepter une invitation à participer aux premières négociations informelles au mois de janvier?

## 2. Jugoslawien<sup>17</sup>

Hurd (H.) unterstrich, dass für die Lösung des Jugoslawien-Konflikts, den er eine europäische Tragödie nannte, der aus der Londoner Konferenz hervorgegangene Rahmen die Grundlage bilden müsse.<sup>18</sup> Es sei wichtig, den Druck auf Serbien beizubehalten bzw. zu verstärken. Insbesondere müsse verhindert werden, dass die Sanktionen umgangen werden, wofür die neue Resolution des Sicherheitsrates eine gute Basis bilde.<sup>19</sup> Positiv beurteilte H[urd] den Entwurf einer neuen

17 Die folgenden Abschnitte wurden wahrscheinlich von Botschafter Staehelin verfasst. Zu den Jugoslawienkriegen vgl. die thematische Zusammenstellung [dodis.ch/T1915](https://dodis.ch/T1915).

18 Nach der Eröffnung der Londoner Konferenz über das ehemalige Jugoslawien vom 26. und 27. August 1992 wurde diese in Genf fortgesetzt, vgl. die thematische Zusammenstellung Genfer Jugoslawienkonferenz, [dodis.ch/T2213](https://dodis.ch/T2213).

19 Resolution Nr. 787 vom 16. November 1992, UN doc. S/RES/787. Vgl. dazu DDS 1992, Dok. 55, [dodis.ch/60645](https://dodis.ch/60645), Punkt 3; das BR-Prot. Nr. 1044 vom 1. Juni 1992, [dodis.ch/54873](https://dodis.ch/54873), sowie die thematische Zusammenstellung UNO-Sanktionen gegen die Bundesrepublik Jugoslawien (Serbien und Montenegro), [dodis.ch/T1681](https://dodis.ch/T1681).

Verfassung für Bosnien-Herzegowina, die Arbeit von General Morillon und die humanitäre Hilfe der internationalen Gemeinschaft (mit einem besonderen Lob für den schweizerischen Beitrag).<sup>20</sup> Eine massive Emigration aus Jugoslawien sei keine Lösung. Prioritär sei die Hilfe vor Ort, doch sei Grossbritannien bereit, zu Gunsten spezifischer Flüchtlingskategorien – in Absprache mit anderen Staaten – mehr als bis anhin zu tun. Die Lage in Kosovo stufte H[urd] als äusserst gefährlich ein. Mit Bezug auf Mazedonien erwähnte er die britischen Bemühungen, einen Kompromiss zu finden, welcher die Anerkennung dieses Landes und wirtschaftliche Hilfe ermöglichen würde. H[urd] unterstrich, dass uns Jugoslawien noch für Jahre beschäftigen werde. Er persönlich glaube nicht, dass es zu einem Balkankrieg kommen werde, aber schon so sei die Situation gefährlich genug.

BRF [*Bundespräsident Felber*] dankte Grossbritannien für die Einladung zur Londoner Konferenz vom vergangenen August, welche zu unserer aktiven Mitwirkung und Unterstützung der Bemühungen von Lord Owen und Cyrus Vance geführt hat.<sup>21</sup> Nach Schweizer Auffassung sollte Mazedonien anerkannt werden, denn die Voraussetzungen dafür sind erfüllt und wirtschaftliche Hilfe ist dringend. Wir hoffen auf ein Einlenken der Griechen.<sup>22</sup> Neben unserer Unterstützung von IKRK und Flüchtlingshochkommissariat sowie dem Einsatz unseres Katastrophenhilfekorps vor Ort sind wir auch bereit, in Abstimmung mit anderen Staaten, vorübergehend eine gewisse Anzahl zusätzlicher Flüchtlinge aus Jugoslawien aufzunehmen.<sup>23</sup> Wir sind uns allerdings bewusst, dass wir damit in einem limitierten Ausmass das Spiel der Serben spielen. Auch besteht bei muslimischen Flüchtlingen das Risiko PLO-ähnlicher Entwicklungen. Aber das schweizerische Volk erwartet ein stärkeres Engagement zu Gunsten der Flüchtlinge bei aller, uneingeschränkter Verurteilung der Politik der ethnischen Säuberung.

### 3. Osteuropa

H[urd] berichtete über den kürzlichen Besuch von Präsident Jelzin in London.<sup>24</sup> Jelzin habe offen über seine politischen Schwierigkeiten gesprochen, insbesondere seine Probleme mit dem russischen Parlament und den Kritikern des Reformprogrammes. Dabei habe er keineswegs einen defensiv-niedergeschlagenen Eindruck gemacht, sondern im Gegenteil das Selbstvertrauen eines – im Gegensatz zu seinen Gegnern – vom Volk gewählten Präsidenten ausgestrahlt. Jelzin habe sich bereit erklärt, gewisse seiner Minister auszuwechseln, nicht jedoch

20 Vgl. dazu DDS 1992, Dok. 20, [dodis.ch/60663](http://dodis.ch/60663), Punkt III, sowie Dok. 55, [dodis.ch/60645](http://dodis.ch/60645), Punkt 4.

21 Vgl. dazu die thematische Zusammenstellung Genfer Jugoslawienkonferenz, [dodis.ch/T2213](http://dodis.ch/T2213).

22 Die griechische Botschaft in Bern unternahm im Herbst 1992 gegenüber dem EDA mehrere Demarchen, «dass eine schweizerische Anerkennung der <Republik Skopje> die bilateralen Beziehungen schwer belasten würde», vgl. [dodis.ch/59095](http://dodis.ch/59095). Vgl. dazu auch die thematische Zusammenstellung Anerkennung Mazedoniens (1993), [dodis.ch/T2103](http://dodis.ch/T2103).

23 Zur humanitären und Flüchtlingshilfe der Schweiz im ehemaligen Jugoslawien vgl. DDS 1992, Dok. 55, [dodis.ch/60645](http://dodis.ch/60645), Punkt 4. Vgl. dazu auch das Aussprachepapier des EJPD an den Bundesrat im BR-Prot. Nr. 2127 vom 11. November 1992, [dodis.ch/60657](http://dodis.ch/60657), sowie die Diskussion im Verhandlungsprotokoll der 35. Sitzung des Bundesrats vom 11. November 1992, [dodis.ch/61003](http://dodis.ch/61003), S. 3 f.

24 Vgl. dazu auch den Politischen Bericht von Botschafter Muheim vom 11. November 1992, [dodis.ch/63451](http://dodis.ch/63451).



Ministerpräsident Gaidar. Gesamthaft betrachtet beurteilt H[urd] die wirtschaftliche Lage Russlands als wahrscheinlich um einiges schlechter als die politische Situation. Daher auch die Insistenz Jelzins, möglichst viel westliche Hilfe zu erhalten.

Auf die Präsenz russischer Truppen im Baltikum angesprochen, habe Jelzin den Abzug nicht in Frage gestellt. Doch sei der bereits erfolgte Rückzug von den Militärs schlecht organisiert worden, was zu Schwierigkeiten bei der Unterbringung geführt habe (v. a. Ansiedlung im Norden). Eine Pause sei geboten, um für einen besseren organisatorischen Ablauf zu sorgen.

Die Politik von Aussenminister Kosyrew ist nach H[urd] vernünftig, doch stehe er unter starkem Druck von Parlament und Armee. Dabei spiele die Lage der Russen im Ausland eine immer grössere Rolle, was auch den Wunsch der Russen erkläre, im Rahmen der KSZE diesbezüglich besondere Aufgaben zu übernehmen.

BRF [Bundespräsident Felber] erläuterte die schweizerische Unterstützungspolitik gegenüber Osteuropa, wo wir im Rahmen der G-24 unseren Anteil leisten.<sup>25</sup> Er verwies auf die grosse Sympathie vieler Schweizer für die baltischen Staaten. Wir haben uns deshalb auch in diesem geografisch entfernteren Teil Europas engagiert,<sup>26</sup> allerdings ohne uns ausschliesslich darauf zu konzentrieren. Der geplante GUS-Kredit<sup>27</sup> stellt uns vor konzeptionelle Probleme, nicht zuletzt auch wegen der Erwartungen der Mitglieder unserer BWI-Stimmrechtsgruppe.<sup>28</sup> Eine geografische Konzentration ist aus politischen Gründen schwierig. So kann beispielsweise Russland nicht auf der Seite gelassen werden, auch wenn jede Hilfe nur einen Tropfen auf einen heissen Stein darstellt. Mehr Sinn dürfte es machen, sich auf gewisse Sachbereiche zu konzentrieren (z. B. Bankenausbildung,<sup>29</sup> Entsorgung von Sonderabfällen<sup>30</sup>).

#### 4. KSZE

H[urd] stellt die Frage nach der Zukunft der KSZE. Nach einem Kompliment an die schweizerische Adresse für unseren Einsatz in Sachen Konfliktschlichtung,<sup>31</sup> qualifiziert er die übrigen Leistungen der KSZE als unbefriedigend unter

25 Vgl. dazu die thematische Zusammenstellung Hilfe für die Länder Osteuropas, [dodis.ch/T1676](http://dodis.ch/T1676).

26 Vgl. dazu DDS 1991, Dok. 39, [dodis.ch/57645](http://dodis.ch/57645).

27 Zur Ausweitung des schweizerischen Rahmenkredits für eine verstärkte Zusammenarbeit mit den Ländern Osteuropas auf die GUS-Staaten vgl. DDS 1992, Dok. 10, [dodis.ch/61060](http://dodis.ch/61060).

28 Zu den Erwartungen in der schweizerischen Stimmrechtsgruppe bei den Bretton-Woods-Institutionen (BWI) vgl. die Notizen über die Gespräche des Vorstehers des EFD, Bundesrat Otto Stich, an der Jahresversammlung der BWI im September 1992 in Washington, [dodis.ch/60933](http://dodis.ch/60933) und [dodis.ch/60934](http://dodis.ch/60934).

29 Zum Programm Bankenwesen der Schweiz in der Tschechoslowakei, Polen und Ungarn vgl. [dodis.ch/59007](http://dodis.ch/59007), S. 11. Zur Frage der Unterstützung osteuropäischer Staaten in Finanzfragen unternahm der Direktor der Finanzverwaltung des EFD, Ulrich Gygi, im November 1991 zudem eine Erkundungsreise in die baltischen Staaten, vgl. die Zusammenstellung [dodis.ch/C1963](http://dodis.ch/C1963).

30 Zum Programm Sondermüllbewirtschaftung und Waldschutz der Schweiz in der Tschechoslowakei und in Ungarn vgl. [dodis.ch/59007](http://dodis.ch/59007), S. 30. Vgl. zudem bspw. das Projekt zur Entsorgung von Sonderabfällen in ungarischen Spitälern im Dossier CH-BAR#E2010A#2001/161#6378\* (B.75.77.20.17.HON).

31 Vgl. dazu DDS 1992, Dok. 50, [dodis.ch/61464](http://dodis.ch/61464), sowie die thematische Zusammenstellung KSZE und friedliche Streitbeilegung, [dodis.ch/T1874](http://dodis.ch/T1874).

Hinweis auf Nagorny-Karabach und Kosovo.<sup>32</sup> Nicht einmal über die Entlöhnung des vorgesehenen Kommissars für Minderheitenfragen könne man sich einigen. Ein festerer Rahmen sei von Nöten. Wenn auch ohne grosse Begeisterung meine er, dass die Bestimmung eines Generalsekretärs – als Administrator – angezeigt sei, um mehr Effizienz zu garantieren. Allerdings glaube er zu wissen, dass dies die Schweiz vor Probleme stellen könnte.<sup>33</sup>

BRF [*Bundespräsident Felber*] teilt die Sorge von H[*urd*]. Er legt dar, was die zentrale Aufgabe der KSZE sein muss, nämlich die Konfliktverhütung. Im Bereich Menschenrechte hat der Europarat eine wichtige Aufgabe.<sup>34</sup> Was die Institutionalisierung anbetrifft, befinden wir uns in einem Meinungsbildungsprozess weg von unserer ursprünglichen Opposition gegen jeden Ansatz fester institutioneller Strukturen.<sup>35</sup> BRF [*Bundespräsident Felber*] bestätigt, dass die Umwandlung der Konferenz in eine Organisation zu einer Volksabstimmung führen könnte. Wir vertrauen darauf, dass das Resultat positiv wäre. Aber auch Zwischenlösungen sind denkbar wie ein kleines, permanentes Konferenzsekretariat.

---

32 Zur Situation in Kosovo vgl. die Notizen der schweizerischen Botschaft in Belgrad vom 13. November 1992, [dodis.ch/62119](https://dodis.ch/62119), sowie die Analyse des Nachrichtendienstes des EMD vom 25. November 1992, [dodis.ch/62445](https://dodis.ch/62445); zum Bergkarabachkonflikt vgl. die thematische Zusammenstellung [dodis.ch/T2190](https://dodis.ch/T2190). Zur KSZE im Jahr 1992 im Allgemeinen vgl. DDS 1992, Dok. 27, [dodis.ch/61951](https://dodis.ch/61951).

33 Für die schweizerische Haltung zur Schaffung des Postens eines Generalsekretärs resp. einer Generalsekretärin sowie zur Institutionalisierung der KSZE im Allgemeinen vgl. [dodis.ch/61884](https://dodis.ch/61884).

34 Zum Verhältnis von KSZE und Europarat vgl. DDS 1992, Dok. 8, [dodis.ch/59917](https://dodis.ch/59917).

35 Vgl. dazu [dodis.ch/61884](https://dodis.ch/61884).